

Appel commun des organisations et réseaux européens :

A l'attention de la Commission Européenne et des ministres de l'agriculture des États membres

Mettons fin aux restitutions à l'export immédiatement !

Depuis la fin-janvier l'UE a une fois encore subventionné les exportations de produits laitiers avec l'argent des contribuables. Par conséquent ces produits arrivent sur le marché mondial à des prix bien en-dessous des coûts de production réels. Ceci menace les moyens de subsistance et le droit à l'alimentation de centaines de milliers de producteurs laitiers qui fournissent les marchés locaux des pays en voie de développement. Ceux-ci ne peuvent pas concurrencer ce dumping sur les prix et sont donc privés d'accès à leurs marchés régionaux. Les conséquences en sont la pauvreté, la faim, l'indigence. Les paysans et les petits producteurs laitiers veulent approvisionner les populations locales avec des produits laitiers de qualité, mais ils sont menacés par les restitutions à l'exportation d'une politique agricole européenne focalisée sur l'export. Pour la seule année fiscale 2010 la Commission Européenne a prévu une enveloppe budgétaire de 449 millions d'euros pour subventionner les exportations de produits laitiers. De plus, les représentants de l'industrie porcine de plusieurs États membres plaident maintenant pour la réintroduction des restitutions à l'exportation pour la viande de porc.

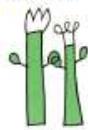
A l'occasion de la réunion sur l'agriculture du Conseil Européen (13 juillet 2009), les organisations signataires ont demandé aux ministres de l'agriculture des États membres ainsi qu'à la Commissaire européenne à l'agriculture Mme Mariann Fischer Boel de se prononcer pour la suppression immédiate et définitive de toutes les restitutions à l'export et de ne pas attendre pour cela la fin du cycle de négociations de l'OMC ! Concrètement, les organisations signataires demandent que les instruments de la Politique Agricole Commune après 2013 (PAC 2013) soient orientés de façon à être compatibles avec les enjeux des politiques de développement et qu'ils contribuent ainsi au combat contre la faim et la pauvreté.

Signataires :

Arbeitsgemeinschaft
bäuerliche
Landwirtschaft, Germany



Arche Noah Gesellschaft
zur Erhaltung und
Verbreitung der
Kulturpflanzenvielfalt,
Austria



ARCHE NOAH

Coordinadora Un Altre
Món És Possible de
Sabadell, Spain

EdPAC-Educación para
la Acción Crítica, Spain



EdPAC

AFRICANDO, Spain



Bread for all, Switzerland



EED, Germany



Afrika-Europa Network,
Netherlands

Afrika - Europa



Network

Brot für die Welt,
Germany



European Coordination
Via Campesina

CIDSE



FIAN, Austria



FIAN, Belgium



FIAN, Germany



FIAN, Norway



Fédération Internationale de Mouvements d'Adultes Ruraux Catholique



Finn Church Aid, Finland



Finnish Evangelical Lutheran Mission, Finland



Friends of the Earth



Germanwatch, Germany



ICCO, Netherlands



Mouvement Internationale de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique



Norwegian Church Aid, Norway



Nupeo (Number of People), Norway



ÖBW-Via Campesina, Austria



Oxfam, Germany



Oxfam International



Platform ABC (Earth, Farmer, Consumer), Netherlands



Plataforma DESC, Spain

SETEM Catalunya, Spain

Ufficio Campagne Oxfam International e UCODEP, Italy



Unión Universal Desarrollo Solidario, Spain

World Alliance of YMCAs



WWF, Germany



Commissaire Mariann Fischer Boel
Commission Européenne
200 rue de la Loi
B-1049 Bruxelles

Stuttgart, le 10 juillet 2009

Chère Commissaire Fischer Boel

Nous vous écrivons avant le Conseil de l'Agriculture et des Pêches qui aura lieu le 13 juillet. Nous sommes profondément préoccupés par la question des restitutions à l'exportation, et nous souhaiterions que cette inquiétude soit prise en compte dans les conclusions qui seront adoptées par le Conseil.

Tandis que nous apprécions que le Conseil reconnaisse les difficultés des producteurs laitiers en Europe, nous sommes inquiets des conséquences de la politique européenne sur les producteurs des pays en voie de développement.

Comme vous le savez, les prix payés aux producteurs de produits laitiers continuent de baisser. La situation du marché ne s'est pas améliorée depuis la réintroduction des restitutions à l'exportation à la fin-janvier. Nos partenaires au Cameroun, Burkina Faso, Ouganda et ailleurs nous interpellent constamment pour dire que les importations de lait en poudre subventionné bloquent tout développement du secteur laitier dans ces pays. Les subventions à l'exportation et l'orientation vers l'export de la production européenne ont un effet sur l'équilibre du marché et par conséquent sur le revenu potentiel des éleveurs laitiers. Des critiques fortes ont récemment émané de l'Australie, d'Argentine, du Brésil, de la Chine et de la Nouvelle-Zélande à la réunion ordinaire du Comité de l'Agriculture de l'OMC. Les subventions à l'export de l'UE et des USA dépriment les cours mondiaux et mènent à un cercle vicieux de dumping sur les prix au niveau mondial. Les restitutions à l'export ont déjà été augmentées trois fois par le Comité de gestion de l'organisation commune de marché (OCM) unique

Nous sommes convaincus qu'il est grand temps de repenser la politique laitière actuelle et d'abolir les subventions à l'exportation. Le communiqué ci-joint exprime les inquiétudes à propos de l'impact des restitutions à l'export ; il est porté par 34 organisations et réseaux qui travaillent pour le développement, l'environnement, les droits humains, et par des organisations de producteurs.

A l'occasion du Conseil sur l'agriculture, ces organisations souhaitent vous demander en particulier, Madame la Commissaire, de vous exprimer en faveur de la suspension immédiate et définitive de toutes les subventions à l'exportation, et de ne pas attendre pour cela la fin du cycle de négociations à l'OMC. Concrètement, ces organisations signataires demandent que les instruments de la Politique Agricole Commune après 2013 (PAC 2013) soient orientés de façon à être compatibles avec les enjeux des politiques de développement et qu'ils contribuent ainsi au combat contre la faim et la pauvreté.

Nous sommes entièrement disposés à discuter plus en avant de ces questions. Nous vous souhaitons que la réunion du Conseil soit couronnée de succès et sommes impatients d'en constater les résultats.

Sincèrement votre,



Rev. Cornelia Füllkrug-Weitzel
Directrice de Brot für die Welt
De la part de 34 ONG européennes